

Le coût des occasions manquées

Par Pierre Héritier¹
(In *Mouvements* n° 43, janvier-février 2006)

Le syndicalisme français, à la différence de certaines confédérations étrangères, a subi la pression et parfois l'oppression de son environnement : le refus de reconnaître l'existence même du syndicalisme et plus tard son rôle et sa place ; l'hostilité du patronat et de l'Etat français pendant longtemps et dont on trouve encore trace aujourd'hui dans certaines entreprises ; le poids des idéologies radicales, contrepartie du refus de reconnaissance dont il a souffert ; l'impact des débats et des événements politiques, aggravé par la volonté hégémonique des partis jacobins et plus encore du PCF. L'unité syndicale, déjà partielle du fait de l'existence de la CFTC, n'a pas résisté aux changements politiques : la cassure du Congrès de Tours liée à l'appréciation de la révolution russe et du rôle du PCUS ; la fin du tripartisme forgé dans la Résistance et dans les choix de la Libération ; la guerre froide ; mais aussi des conflits nés des conceptions mêmes du rôle du syndicalisme et de la démocratie syndicale.

Depuis 1945, les divisions n'ont cessé de se développer et aucun changement de contexte n'a favorisé de regroupements, même pas la chute de Berlin et la fin du communisme réel. Seule la résistance au fascisme, la montée des périls après 1934 et la résistance à Hitler pendant l'occupation, a suscité des mouvements d'unité ou de large rassemblement. En 1945, l'idée de constituer un seul syndicat par entreprise voire de centrale unique ont été discutés jusque dans la CFTC : Claude Savouillan, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, résistant en Savoie et dans le Rhône, l'un des fondateurs de la minorité Reconstruction, avait porté le débat sur le syndicat unique, jusque dans les instances de la CFTC, et même lors d'un congrès confédéral.

Mais la puissance du parti communiste, ressourcée par son engagement dans la Résistance, effrayait beaucoup de monde, y compris dans la gauche de la CFTC, plus proche des conceptions socialistes anglo-saxonnes (sans rapport avec celles de Tony Blair aujourd'hui). Le pluralisme fut donc revendiqué et sacralisé par la loi. La scission de 1947 qui donna naissance à Force Ouvrière en 1948, vint compléter l'image du pluralisme syndical français : une CGT liée au PC, une CFTC liée au MPP (la démocratie chrétienne d'alors), une confédération FO liée à la famille laïque avec prédominance supposée de la SFIO (le parti socialiste d'alors) sans oublier une CGC liée d'assez près au parti gaulliste. Le paysage s'arrête là, même si l'on trouve marginalement une CNT regroupant une partie des anarchistes, beaucoup de réfugiés du Franquisme, ayant rejoint Force Ouvrière. Par contre, un groupe de syndicats autonomes (refus de choix entre CGT et FO) corporatistes et représentatifs de leur milieu : la FEN étant la plus connue. Aujourd'hui, CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, SUD, FSU... presque huit organisations et aucun regroupement...

Pourtant il y eut des perspectives de rapprochement, des initiatives structurées d'unité d'action, des visées unitaires assez élaborées, de vraies

¹ Ancien Secrétaire confédéral de la CFDT, vice-président de F.S.E. (Forum Syndical Européen).

tentatives. Toutes ont échoué. Les occasions ratées, celles qui paraissaient faisables et porteuses d'espoirs, ont certainement un coût.

Revoir le film

Les initiatives correspondaient à une prise de risque de leurs auteurs, les échecs ont souvent conduit à des retours en arrière, voire à des normalisations. « Leur échec était-il fatal, prévisible, irréductible ? Le syndicalisme français est-il dévoré par le « scissiparité », cette maladie qui se greffe sur les organismes faibles ? L'évolution du contexte et l'affaiblissement des syndicats peuvent-ils provoquer un choc et laisser espérer une nouvelle donne ? Chéreq, Mailly, Thibault et les autres peuvent-ils écrire une autre page de l'histoire syndicale ? C'est un point capital pour l'existence même du syndicalisme, déjà réduit à un rôle institutionnel ou d'accompagnement. Accompagnement social de la logique dominante par les uns, de la contestation et du mouvement social par les autres. Peut-on faire revivre un syndicalisme indépendant, partenaire mais influent, intelligent mais capable de peser sur les situations ?

Avant de mesurer, les enjeux actuels, il n'est pas inutile de revoir le film des occasions ratées...

Lors de la création de Force Ouvrière, l'aile gauche de la CFTC, le courant Reconstruction, pensait à la possibilité de créer plus tard une « grande centrale libre ». Ils considéraient que la CGT était subordonnée au PCF, que la CFTC pouvait et devait se débarrasser d'un double handicap (l'image réductrice et la doctrine de syndicat chrétien ; le lien avec le MRP, parti du gouvernement) ; que Force Ouvrière avait des conceptions proches de celles de Reconstruction et pas (pas encore) de handicap. Dans leur esprit, les syndicats autonomes comme la FEN ou certains syndicats professionnels restés dans la CGT par la volonté de leurs adhérents allaient les rejoindre. La Résistance avait fait se rencontrer les futurs dirigeants (chrétiens, laïques, communistes) qui transmettraient à leurs amis et à la génération suivante leurs analyses, leurs valeurs et leurs projets. Le sigle chrétien n'était pas forcément une barrière entre responsables nationaux et même départementaux. Par ailleurs, une partie (minoritaire mais significative) des dirigeants de Force Ouvrière venait... de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). Ils avaient adhéré en 1936 à la CGT, fait de la Résistance et certains avaient suivi la scission. C'était le cas, par exemple, d'Antoine Laval, dirigeant et créateur de la fédération Force Ouvrière de la métallurgie. Le cas n'était pas unique. Bon nombre de dirigeants de la JOC s'étaient retrouvés plus tard à des postes de responsabilité à la CGT, à la CFTC (Eugène Descamps en particulier) et même à FO. La rupture du tripartisme, des rapports MRP/SFIO, CGT/CGT Force Ouvrière eut des conséquences partout et constituât alors la ligne de démarcation « idéologique dominante » (ou quasi dominante) même si l'unité d'action CGT - CFTC demeurait assez courante sur le territoire. Aussi, leurs membres responsables CFTC et FO se rencontraient qu'ils soient chrétiens, laïques, ou chrétiens laïques comme les leaders de Reconstruction. Mais cet espoir n'eut pas de concrétisation nationale même si nombre d'observateurs (dont Joanie Roy au Monde) voyait dans la CFDT de Descamps en 1964, la première étape de la construction d'une « grande centrale libre »... Les dirigeants de FO croyant à cette idée restèrent minoritaires (Laval, Louet par exemple) et les successions ne favorisèrent pas ce rapprochement dont la base de la CFTC, puis CFDT ne voulait pas. L'unité se faisait réellement surtout dans le secteur privé où FO avait du mal à s'implanter, avec les militants de la CGT. Cependant, dans le département de la Loire, pourtant très attaché à l'unité d'action sur le terrain, donc avec la CGT, une initiative assez structurée fut lancée avec CFTC, CGT FO, FEN, syndicat CGT du livre et survécut assez longtemps. Elle était considérée comme un banc d'essai

national, car René Mathevet, l'un des porte-parole de Reconstruction et des fondateurs de la future CFDT, était secrétaire général de l'UD de la Loire et membre du bureau confédéral.

Et c'est finalement la CGT qui répondit aux attentes de la nouvelle CFDT... En 1966 un accord inter confédéral unissait les deux organisations, CGT et CFDT, orchestrant des « tous ensemble » massifs et servait de cadre aux débats, théoriques et pratiques, idéologiques et syndicaux ou pour tout dire à l'unité conflictuelle entre les deux organisations. En 1968, lors du grand mouvement étudiant - social et culturel - la conflictualité prit le pas sur l'unité... Mais alors le contexte favorisait l'essor du syndicalisme et chacun pouvait faire état de sa bonne santé.

Un peu plus tard, deux initiatives d'ouverture et de convergences, furent plus ou moins percutées par le contexte politique. Aux luttes sociales de 1968, succédèrent en 1973/1974 les luttes politiques. Avec le recul on pourrait écrire que la conquête du pouvoir politique par les partis de gauche qui avaient signé ensemble (PCF et PS) un « programme commun de gouvernement » prit le pas sur la démarche syndicale soixante-huitarde de la CFDT et l'activité syndicale tout court ! En 1973, la classe politique, bien informée de l'état de santé du Président de la République, préparait la présidentielle qui eut lieu en 1974. Déjà, la CGT avait approuvé le programme commun et l'union de la gauche. La victoire de la gauche, disait-on alors, nécessite un soutien actif du mouvement syndical et celui-ci pour la CFDT ne peut être obtenu qu'en échange de contre parties. Mais un train peut en cacher deux autres. Là trois trains circulaient sur des voies parallèles. Le train de la gauche roulait pour battre la droite. Classique ! La gauche non communiste avait besoin de force et de vitesse pour rattraper le parti communiste jusque là majoritaire. Subtil ! Plus subtil encore, la 2^{ème} gauche (celle de Michel Rocard alors soutenu par Edmond Maire) devait accélérer son rythme potentiel pour rattraper et dépasser d'ici 1981 la 1^{ère} gauche, la vieille gauche, celle de François Mitterand, comme disaient alors ceux de la 2^{ème}. Dans cette triple bataille, le rôle de la CFDT était essentiel, peut-être déterminant (nous le pensions alors) et Edmond Maire préparait, dans sa cornue (il était chimiste) comme cela se disait dans la CFDT, les ingrédients d'une nouvelle formule, nouvelle sorte de potion magique. Ce fut l'Union des Forces Populaires, mouvement politico-syndical, permettant aux syndicats d'apparaître dans un rôle de soutien actif et d'apporteur d'idées dans la sphère politique. Mais en janvier 1974, Edmond allait se heurter à un obstacle de taille : la fédération CFDT de la métallurgie et son secrétaire général, Jacques Chérequé, l'allié indispensable d'Edmond Maire.

Précisément, la stratégie politico-syndicale ou plutôt syndicalo-politique élaborée dans la CFDT, vint butter contre une initiative syndicale CGT-CFDT lancée dans la métallurgie. Il s'agissait d'un processus unitaire inspiré par l'exemple de la « FLM », la fédération « unitaire » des travailleurs de la métallurgie. L'exemple de la FLM est survenu après « l'automne chaud » italien, le mai 68 des italiens, à l'initiative des leaders de la CGIL, (Bruno Trentin en était le secrétaire général). Les trois fédérations (CGIL, CISL, UIL) avaient fait preuve d'audace et d'innovation. Il s'agissait d'autre chose qu'un simple cartel : à chaque niveau de structure de la FLM, les décideurs pouvaient faire abstraction des positions de leur fédération d'origine. Il est arrivé plusieurs fois que deux dirigeants de la FLM (Bruno Trentin et Antonio Lettieri en l'occurrence), tous les deux membres dirigeants de la fédération CGIL de la métallurgie aient défendu au sein de la FLM des positions différentes résultant du débat entre membres de la FLM. De même, un salarié de la métallurgie pouvait adhérer à l'une des anciennes fédérations, composantes de la FLM... ou adhérer directement à la FLM. Le processus initié en France par la CFDT et la CGT dans la métallurgie avait la même visée. De là découlaient des exigences nouvelles : c'est

ainsi, dans un premier temps, que Jacques Chéreau fixait comme préalable à un accord avec les partis de gauche une discussion et une position (commune) syndicales avec son partenaire CGT. Mais ce processus n'a pas survécu à « l'emballement » suscité par la présidentielle de 1974 : soutien à Mitterrand, assises du socialisme. Le processus s'est dissous sans que des analyses externes aient été faites sur les raisons de cette disparition. Il est tentant de penser que les alliances politiques ont pris ce pas sur la démarche syndicale : CFDT/2^{ème} gauche, CGT/PC. Mais cela reste à démontrer bien sûr. D'autres raisons peuvent être invoquées : l'essoufflement du modèle italien ? Les résistances de la base ? Des oppositions de personnes ou de lignes entre les protagonistes ? A l'époque, les situations italiennes et françaises étaient dissemblables (opposition PCF/PCI, CGT/CGIL). Qu'en serait-il aujourd'hui, quinze ans après la chute du mur de Berlin ?

La tentative avortée du congrès de Grenoble

Mais l'initiative la plus audacieuse, dans le contexte où elle a été prise, fut celle de Georges Seguy au Congrès CGT de Grenoble en 1978. L'échec de Mitterrand à la présidentielle de 1974, la fissure irrémédiable apparue dans l'Union de la Gauche (PC-PS), la défaite aux législatives de 1978 malgré un rabibochage de circonstance, minaient profondément les bases des rapports CGT/CFDT. Des années sombres se préparaient pour le syndicalisme lorsqu'une embellie (un coin de ciel bleu dans le paysage syndical dira Edmond Maire) apparut dans le ciel de Grenoble : la critique ; l'éloge de la démocratie, l'ouverture vers les salariés, la CFDT, le monde extérieur ; la place des femmes au travail, dans la société et dans le syndicalisme ; la mise en avant de thèmes jusqu'ici portés surtout par la CFDT (travail, santé, organisation du travail) ; autant de thèmes qui décoiffent, qui vont surprendre et prendre de court une part de la base de Georges Seguy. Saluons au passage ceux qui furent les impulseurs de cette démarche autour du secrétaire général : Jacqueline Dervilly-Lambert, Christiane Gille, René Buhl et bien sûr Jean-Louis Moynot. Il apparaissait évident que Seguy profitait d'une « fenêtre de tir », d'un environnement de liberté et d'initiative, d'un instant précieux et fugace. Seule une réponse à la hauteur de cet enjeu pouvait permettre à cette épopée de durer, à cette utopie de s'ancrer dans la réalité, à cette audace d'être validée. L'absence de réponse entraîne la sanction, le repli sectaire, le retour en arrière. Krasu prit le pouvoir avec ses alliés, qui pour la plupart se proclamèrent rénovateurs lorsqu'ils comprirent - et souvent bien tard - que le communisme c'était fini !. Mais alors ce furent les années de plomb et elles durent encore car la période Krasu a vacciné bon nombre de cadres et militants CFDT contre le virus unitaire, et contre la CGT. Les fondateurs de Force Ouvrière avaient vécu la période stalinienne de l'histoire de la CGT. On sait ce qu'en furent les conséquences. Là le refus de réponse, de la CFDT notamment, contribue à l'échec de Seguy, l'installation durable de Krasu à la tête de la CGT, Krasu qui sans doute se tenait tapi dans l'ombre du Congrès de Grenoble, attendant l'occasion « inévitable » qui lui permettrait... Sa responsabilité est grande dans la situation actuelle même s'il est de mauvais goût de le dire !... Tant pis !

Mais que s'est-il passé dans la CFDT qui porte sa part de responsabilité ? Je crois pouvoir dire qu'Edmond Maire avait bien mesuré l'enjeu et compris ce que la CFDT devait faire. J'étais à ses côtés, au congrès régional de la CFDT à Saint-Etienne, lorsqu'il répondit du « tac au tac » à son collègue qui tenait, dans le même temps, congrès à Grenoble : la réponse de Maire constituait un signe d'ouverture. Malheureusement, la direction confédérale n'a pas suivi et l'a obligé à corriger le tir. Plusieurs fois j'ai entendu Maire évoquer cette période et regretter que la CFDT ne soit pas allée au bout de son idée : « Ségué avait besoin de mettre en place ses comités... il fallait y aller ». Une occasion ratée. Un coût chèrement payé ...

L'occasion ratée suivante

La suivante arrivera beaucoup plus tard après le départ d'Henri Krasucki et l'arrivée de Louis Viannet. A la fin de son règne, Krasu avait lancé une poignée de « rénovateurs » et tenu quelques propos iconoclastes. Mais le changement de cap tardif comme l'émergence soudaine de ces rénovateurs autoproclamés manquaient de crédibilité. Ils lancèrent une offensive avant le congrès. En vain, ce fut Louis Viannet le secrétaire général : « la CGT, c'est fini. Tout espoir de rénovation est perdu » dira l'un d'eux avant de disparaître. Pour tenir et gérer un changement profond, il fallait être fort, tenace et animé par un projet d'avenir. Avec calme et sérénité, Louis Viannet a fait bouger la lourde confédération chargée d'histoire et de pratiques anciennes profondément intégrées : la CES, l'Europe, les rencontres avec la CNPF, les contacts inter-syndicaux, les grèves de 1995, la rencontre avec la CFDT de Nicole Notat, les rapports avec le nouveau gouvernement Jospin et surtout l'émancipation de la CGT à l'égard du Parti Communiste, la remise en cause de la courroie de transmission, l'affirmation et la volonté d'autonomie syndicale. Beaucoup furent surpris par le personnage et par les actes qu'il a posés. Je l'ai été moi aussi mais je me rappelais qu'il avait poussé la porte de la CFDT dans les années 80 (en 1984 exactement) alors qu'il avait pris la responsabilité du secteur « revendication-négociations ». En accord avec Edmond Maire nous l'avions rencontré, Jean Kaspar accompagné de Françoise Piotet et moi-même à une occasion et j'avais été frappé par sa volonté de faire rentrer la CGT dans le jeu des négociations et des rencontres intersyndicales. Il devait déjà avoir sa vision en tête et les grèves de 1995 ne l'ont pas poussé vers le pôle de la radicalité. Au contraire, il a cherché plus tard à rencontrer la CFDT de Nicole Notat. Malheureusement, ni Notat, ni Chérequé, n'entendirent ou ne voulurent entendre ce message. Une autre occasion ratée. Quel en sera le prix ?

Bernard Thibault a poursuivi la démarche du « syndicalisme rassemblé » engagé par Louis Viannet. Il n'a pas ménagé ses efforts d'ouverture et de compréhension en particulier en direction de la CFDT. Mais l'unité d'action des sept organisations s'est brisée sur la question des retraites, sans que l'on puisse dire que le régime de retraite par répartition ait été sauvé. L'impasse actuelle, provisoire ou durable, comme les difficultés de concrétiser la volonté de convergences qu'il exprime ne peuvent pas aider Bernard Thibault à progresser dans sa démarche.

Pourtant une situation assez favorable se présente aujourd'hui : Jean-Claude Mailly confirme l'image d'ouverture qu'il a su donner à Force Ouvrière. Le dialogue entre les syndicats est aujourd'hui facilité à condition bien sûr qu'il se pratique dans la loyauté. La CGT, Force Ouvrière, l'UNSA et le FSU dont on entend dire qu'elle se comporte comme partenaire fiable et loyal. Alors les autres ? Il n'existe aucune raison de pratiquer à priori l'exclusive même si les lignes de force et de rassemblement paraissent plus crédibles avec ceux-ci qu'avec ceux là. Alors la CFDT ? François Chérequé est un militant dont la sincérité n'est pas en cause ses convictions sont respectables. Mais quelle idée de vouloir ressusciter le regroupement dit des réformistes - qui n'est pas réformiste aujourd'hui ? Mis à part les ultras libéraux et les conservateurs ? Au lieu d'animer un vrai mouvement de convergence syndicale qui ne pourrait que renforcer l'influence de chacun en renforçant celle d'un syndicalisme très affaibli aujourd'hui ?

Les syndicats ont-ils compris que la défense spécifique de leur fonds de commerce conduisait à leur marginalisation, à une survivance purement institutionnelle, à une impuissance gravement préjudiciable pour les salariés, chômeurs, jeunes en quête d'emploi. L'écart entre les attentes positives des salariés et l'état de division et de faiblesse des syndicats constitue un problème majeur, une

interpellation et peut-être aussi, espérons le, un ressort ou un tremplin pour un sursaut syndical.

Pour relever les défis la plupart des dirigeants syndicaux ont bien compris qu'à trop privilégier leurs moyens d'exister ils risquaient de remettre en cause leurs raisons d'être. Ils ne sont ni myopes, ni sourds aux attentes des salariés. Trouveront-ils le courage et les soutiens nécessaires pour affronter les intérêts à court terme de leur propre organisation et prendre le risque d'un débat qui conduit nécessairement à changer la donne. Les temps ont changé. La chute du mur de Berlin a marqué la fin d'une époque. Les questions qui demeurent sans réponses et les réponses qui prêtent encore à interprétation ne peuvent résister à des discussions de fonds et loyales. Pour être vraiment autonomes des partis politiques, mais aussi des forces dominantes, les syndicats ont besoin d'être forts, ouverts à la société et de sortir de leurs divisions.